

# Renforcer les services publics pour répondre aux besoins essentiels et protéger la santé de tou-te-s

Lundi, 20. avril 2020

De: SSP Région Vaud



Photo: Eric Roset Dire merci, comme l'a fait le conseil d'Etat, ne suffit pas. Il faut maintenant des mesures immédiates en soutien du service public.

**Les enseignant.e.s et les personnels des lieux d'accueil de l'enfance sont impatient.e.s de reprendre leur activité. L'utilité sociale de ces métiers n'est pas à démontrer, en particulier pour les parents qui ont la double tâche de travailler et d'assurer l'«enseignement» à leurs enfants. Cette double tâche est intenable à terme et ne fait qu'aggraver les inégalités sociales. Le suivi et l'accompagnement des élèves en difficultés ou pour la transition en fin de scolarité ne peuvent plus se faire et le contact est malheureusement rompu avec certain-e-s élèves. Comme on pouvait s'y attendre, la fermeture des écoles, mesure évidemment indispensable dans une telle situation, a des conséquences dramatiques du point de vue des élèves. C'est l'une des raisons pour lesquelles les enseignant.e.s et les éducatrices-eurs veulent accueillir au plus vite et dans des conditions correctes les enfants concernés. Dans le même temps, les employé.e.s. du CHUV viennent d'apprendre que leur droit aux vacances est supprimé pour le mois de mai, comme il l'a été en mars et en avril. Autrement dit, on s'attend à ce que la contamination continue puisqu'on prend justement des décisions qui vont favoriser cette propagation. Le personnel soignant paie clairement les pots cassés. Le SSP dénoncera et combattra toute reprise du travail sur site ne s'appuyant pas sur un plan sanitaire sérieux.**

Le Conseil fédéral a annoncé le 16 avril, parmi d'autres mesures, la reprise des écoles obligatoires pour le 11 mai dans tous les cantons, et ce sans donner aucune orientation claire sur les conditions dans lesquelles elle devait se faire. Si une reprise des écoles et d'autres

activités essentielles est souhaitable dès que possible, cela implique de s'inscrire dans une gestion de la crise qui place les arguments sanitaires en premier.

Or, à ce jour, aucune des six conditions évoquées par l'OMS pour un allègement des mesures n'est remplie. Pire encore, le Conseil fédéral avance des arguments sanitaires qui ne sont pas scientifiquement robustes pour rassurer quant à sa politique de reprise des activités. Le conseiller Berset a en effet affirmé lors de la conférence de presse du 16 avril que les enfants ne sont pas porteurs ni transmetteurs du virus et que les masques de protection ne sont pas utiles, or l'état actuel des recherches ne permet pas d'affirmer cela, ce qui rend de telles affirmations dangereuses.

Cette décision est dans la continuité de la gestion de la crise sanitaire par le Conseil fédéral : les profits avant la santé des salarié.e.s et de la population. Pour lui, la réouverture des écoles répond donc essentiellement au « besoin » de faire travailler les parents-salarié.e.s pour maintenir les profits des grandes entreprises et donc d'occuper les enfants.

Cela aura de nombreuses conséquences. Elle exposera de nouvelles catégories de la population au virus ;

[Lire la suite de notre position, ici.](#)

#### **Downloads**

20.04.2020 [Communiqué de la Région Vaud: Corona](#) PDF (190 kB)